

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 13 - 16 février 2001

PROGRAMMES DE PAYS

Point 8 de l'ordre du
jour

Pour approbation

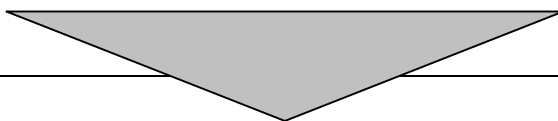


Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2001/8/1
29 décembre 2000
ORIGINAL: ANGLAIS

PROGRAMME DE PAYS—CHINE (2001–2005)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Région Asie et Europe orientale (OAE): M. J. Powell tél.: 066513-2209

Conseiller pour le développement, OAE: M. R. Egendal tél.: 066513-2551

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



Résumé

Compte tenu des progrès économiques remarquables de la Chine et de son approche de l'objectif principal de sa politique agricole, à savoir l'autosuffisance alimentaire (95 pour cent de l'objectif atteints en 1999), la question s'est posée de savoir s'il fallait maintenir l'aide alimentaire du PAM à ce pays. Un programme de retrait progressif a été étudié lors de la première session ordinaire de 2000 du Conseil d'administration, et un schéma de stratégie de pays (SSP) a été approuvé par le Conseil d'administration à sa troisième session ordinaire de 2000. Selon ce schéma, le volume de l'aide serait petit à petit réduit sur une période de cinq ans, et l'aide alimentaire du PAM serait entièrement retirée d'ici à 2005. Le présent programme de pays a été établi en conséquence.

Ce programme de pays a été élaboré à la lumière du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour la Chine, dont le principal objectif est la promotion d'un développement durable afin de réduire les disparités régionales et entre les sexes.

Le but premier du programme de pays consiste à améliorer, dans la durée, la sécurité alimentaire de plus de 1,7 million de familles pauvres entre 2001 et 2005. Conformément à la décision 1999/EB.A/2 du Conseil d'administration, le PAM axe ses activités de développement sur cinq objectifs. Le programme de pays pour la Chine oriente essentiellement ses activités de développement sur les objectifs 2, 3 et 5:

- permettre aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation;
- permettre aux familles pauvres d'acquérir des actifs et de les conserver;
- permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables.

Une attention particulière devra être accordée aux membres de sexe féminin des familles pauvres en termes d'investissement dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation, et grâce à l'acquisition et à la conservation des actifs créés dans le cadre de l'ensemble des activités du programme. Environ 66 pour cent de tous les participants au programme seront des femmes.

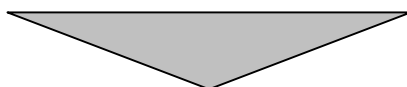
Le modèle d'intervention de base qui sera employé par le programme de pays est le modèle de développement rural intégré (DRI). Ce modèle est une approche multisectorielle qui permet de résoudre des problèmes interdépendants au moyen de quatre activités de base se renforçant mutuellement: 1) l'investissement dans le capital humain; 2) la mise en valeur des terres et l'irrigation; 3) les infrastructures sociales; et 4) la conservation des eaux et des sols. Pour résoudre le problème de l'accès à l'enseignement primaire, notamment pour les jeunes filles, le PAM ajoutera une activité supplémentaire à cette liste: l'alimentation scolaire, qu'il entend développer sous réserve de la disponibilité de ressources additionnelles.



Les partenariats du PAM avec le Gouvernement chinois et le Fonds international de développement agricole (FIDA) sont les principaux piliers sur lesquels s'appuie le programme de pays. Le gouvernement s'est engagé à contribuer à ce programme dans des proportions encore sans précédent puisqu'elles atteignent un ratio moyen de partage des coûts gouvernement/PAM de 2:1 pour les activités fondamentales et de plus de 3:1 pour l'activité supplémentaire. L'action concertée du PAM avec le FIDA permet à ce dernier d'aider les pauvres qui du fait de leur insécurité alimentaire, n'ont normalement pas assez de ressources à investir dans des actifs productifs et des moyens de subsistance diversifiés. La synergie produite grâce à l'action conjointe PAM/FIDA permet d'appliquer l'approche du développement durable aux familles les plus pauvres et de réduire les frais de fonctionnement des deux organisations.

Le Directeur exécutif du PAM recommande au Conseil d'administration d'approuver le présent programme de pays de cinq ans (2001–2005) pour un coût total de 55 899 102 dollars des Etats-Unis, sous réserve de la disponibilité des ressources. Le Conseil est aussi prié d'approuver également un budget additionnel de 30 019 713 dollars pour les activités supplémentaires.

Projet de décision



Le Conseil d'administration approuve le Programme de pays pour la Chine (2001-2005) (WFP/EB.1/2001/8/1).



ORIENTATION STRATEGIQUE

Résumé de la discussion du Conseil d'administration sur le schéma de stratégie de pays (SSP)

1. Lors de ses discussions à sa troisième session ordinaire de 2000, le Conseil d'administration a jugé que la stratégie proposée dans le SSP était très complète et que le cadre qu'elle définissait pour un retrait harmonieux et progressif des activités du PAM en Chine était approprié à la situation. Les membres du Conseil ont estimé qu'il conviendrait de mettre en évidence l'intérêt que présentent à la fois l'approche retenue pour le retrait du PAM et le partenariat du Programme avec le FIDA, afin que ces solutions puissent éventuellement être reproduites dans d'autres pays.
2. Le Conseil d'administration a pris note des progrès impressionnants accomplis par la Chine en matière de lutte contre la pauvreté et de développement économique, mais il a reconnu qu'il continuait d'y avoir dans ce pays un nombre élevé de pauvres et de personnes exposées à l'insécurité alimentaire, notamment dans les zones occidentales les plus reculées. Le Conseil a jugé pertinent le ciblage proposé dans le SSP. Il a félicité le Gouvernement chinois pour son engagement continu en faveur de l'éradication de la faim et de la pauvreté et notamment pour l'augmentation de sa participation aux coûts des activités appuyées par le PAM dans le futur programme de pays pour la Chine.

L'insécurité alimentaire et les pauvres qui souffrent de la faim

3. En 1999, la Chine a nourri 1,26 milliard de personnes (20 pour cent de la population mondiale) avec sept pour cent des terres arables du monde. Au niveau national, la production agricole a uniformément dépassé l'accroissement de la population depuis le début des années 60. Dès le milieu des années 90, la Chine avait réalisé son objectif principal, à savoir assurer une production alimentaire suffisante au niveau national. Les disponibilités et la consommation alimentaires par personne sont passées de 1 700 kilocalories par jour en 1960 à 2 570 kilocalories en 1995. Néanmoins, le degré d'autosuffisance alimentaire national masque des disparités régionales énormes et une insécurité alimentaire extrême dans les régions marginales et reculées.
4. La majorité des ruraux pauvres de Chine vit dans des régions où les ressources font défaut; ce groupe comprend des communautés entières installées pour la plupart dans les zones montagneuses des provinces de l'intérieur, dans le nord, le nord-ouest et le sud-ouest du pays. Bien que ces pauvres aient le droit d'utiliser les terres, celles-ci sont dans la plupart des cas d'une qualité si médiocre qu'elles ne se prêtent même pas à une agriculture de subsistance. De ce fait, les familles les plus pauvres se contentent la plupart du temps de manger des céréales et autres produits alimentaires de subsistance dans des proportions qui dépassent leur propre niveau de production. Les familles les plus pauvres sont généralement défavorisées de surcroît par des taux de dépendance élevés, un mauvais état de santé et un certain nombre d'autres difficultés. Les populations minoritaires représentent un pourcentage disproportionnellement élevé des ruraux qui vivent dans la pauvreté.



5. L'insécurité alimentaire des familles rurales pauvres se manifeste de deux façons. Premièrement, certaines familles souffrent de pénuries alimentaires chroniques ou saisonnières; or ce problème est traditionnellement résolu par:
 - des distributions gratuites de produits alimentaires et autres secours par le gouvernement, qui n'encouragent pas et ne favorisent pas l'autosuffisance; ou
 - la vente d'actifs productifs, l'émigration et l'endettement.
6. Dans ce contexte, l'aide alimentaire du PAM n'aura pas seulement pour but de satisfaire les besoins de consommation immédiats des pauvres qui souffrent de la faim, mais aussi de mettre un terme aux stratégies de survie contre-productives et de remplacer les secours gratuits par des activités à même de créer des actifs productifs et de réduire la vulnérabilité.
7. Une seconde catégorie de familles fait face à l'insécurité alimentaire en affectant à son alimentation une proportion si importante de ses revenus que cela fait obstacle à son développement. Pour ces familles, l'aide alimentaire permettra de développer le capital humain et d'améliorer les conditions de vie en libérant une plus grande partie des revenus et autres ressources afin de les investir dans la santé, l'éducation et de meilleurs moyens de subsistance.
8. En matière d'éducation, de santé et d'alimentation, la situation des autres personnes qui vivent elles aussi dans la pauvreté absolue est déplorable. Dans de nombreux villages les plus pauvres de Chine, et plus particulièrement dans les régions où vivent des groupes minoritaires, presque toutes les filles et la moitié des garçons ne sont pas scolarisés et restent analphabètes. Dans les cantons les plus pauvres, les taux de mortalité infantile et maternelle sont de 50 à 100 pour cent plus élevés que la moyenne nationale¹. C'est dans les zones pauvres et reculées que la fréquence de plusieurs maladies infectieuses et des troubles dus à la carence en iode est la plus élevée. La moitié environ des enfants des familles qui atteignent le seuil de pauvreté absolue ou vivent au-dessous de ce seuil souffrent au minimum de malnutrition bénigne, et les carences en micronutriments demeurent un grave problème dans certaines régions géographiques.

Orientation stratégique du programme de pays

9. L'objectif du programme de pays pour la Chine est d'améliorer de façon durable la sécurité alimentaire d'environ 1,7 million de familles pauvres pendant la période 2001-2005. Conformément à la décision 1999/EB.A/2 du Conseil d'administration, le PAM axe ses activités de développement sur cinq objectifs. Le programme de pays pour la Chine concentre ses activités sur les objectifs 2, 3 et 5:
 - permettre aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation;
 - permettre aux familles pauvres d'acquérir des actifs et de les conserver;
 - permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables.
10. Les domaines prioritaires retenus représentent également les objectifs stratégiques du programme de pays pour la Chine. On trouvera en annexe VII un cadre logique indiquant le but et les objectifs du programme de pays. L'annexe VIII décrit les effets attendus et énumère les indicateurs de produits correspondant à chaque niveau des objectifs.

¹ Groupe-pilote pour la réduction de la pauvreté, PNUD et Banque mondiale, *China—Overcoming Rural Poverty*, 2000.



11. Une attention particulière sera accordée aux femmes des familles pauvres en termes d'investissement dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation, et en termes d'acquisition et de conservation des actifs créés dans le cadre des activités du programme. Les femmes représenteront environ 66 pour cent de l'ensemble des bénéficiaires du programme de pays (voir tableau 1).
12. Le programme de pays pour la Chine est axé sur la réduction des disparités régionales en matière de sécurité alimentaire et de pauvreté. Conformément à l'Initiative de développement régional dans l'Ouest définie par le Gouvernement chinois dans son dixième Plan quinquennal, les futures interventions seront essentiellement ciblées sur les populations minoritaires qui vivent dans les zones montagneuses reculées des régions occidentales du pays. Le ciblage s'appuiera sur les techniques de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ACV), sur une réactualisation des bases de données existantes et sur l'établissement—grâce au recouvrement de données primaires—de profils de familles exposées à l'insécurité alimentaire.
13. Le modèle d'intervention de base qui sera utilisé pour ce programme de pays est le modèle de développement rural intégré (DRI). Cette approche multisectorielle permet de résoudre des problèmes interdépendants grâce à quatre activités de base qui se renforcent mutuellement: 1) l'investissement dans le capital humain; 2) la mise en valeur des terres et l'irrigation; 3) les infrastructures sociales; et 4) la conservation des eaux et des sols. L'expérience de la Banque mondiale, du PAM et d'autres organisations en Chine montre que l'un des moyens les plus efficaces d'aider les personnes qui vivent dans la pauvreté absolue est l'application d'un train de mesures intégrées. Les évaluations de deux projets financés par la Banque mondiale—le Projet de réduction de la pauvreté dans le Sud-Ouest et le Projet de réduction de la pauvreté dans les montagnes de Qinba—montrent qu'une approche multisectorielle intégrée du développement rural est la solution la plus efficace car toutes les autres possibilités d'approches unisectorielles ont été pratiquement épuisées². Pour assurer la sécurité alimentaire, il faut que l'aide soit de plus en plus concentrée sur l'amélioration de la santé et du niveau d'éducation des personnes qui vivent dans une pauvreté absolue. Une intégration réussie des composantes "éducation", "formation", "santé" et "assainissement" dans des activités multisectorielles présente de surcroît l'avantage de mieux mobiliser le soutien des communautés concernées.
14. Pour résoudre le problème de l'accès à l'enseignement primaire, notamment pour les filles, le PAM lancera une activité supplémentaire d'alimentation scolaire, sous réserve de la disponibilité de ressources additionnelles.
15. Le nombre total respectif, par activité principale, des participants au programme et des bénéficiaires de l'aide alimentaire tout au long du cycle du programme de pays est le suivant:

TABLEAU 1: PARTICIPANTS ET BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE ALIMENTAIRE PAR COMPOSANTES D'ACTIVITÉS

² Banque mondiale, *Poverty Alleviation in China: A Compendium of Programs Supported by International Donors*, 1997.



	Participants au programme	Bénéficiaires de l'aide alimentaire	Femmes participant au programme	
			Nombre	%
Composantes de l'activité fondamentale DRI				
Investissement dans le capital humain (vivres pour formation) ¹	1 181 100	4 724 400	944 880	80
Mise en valeur des terres et irrigation (vivres pour actifs)	620 000	2 480 000	310 000	50
Infrastructures sociales (vivres pour actifs)	316 900	1 267 600	158 450	50
Conservation des eaux et des sols (vivres pour actifs)	244 200	976 800	122 100	50
Total DRI	2 362 200	4 724 400	1 535 430	65
Activité supplémentaire—alimentation scolaire	500 000	500 000	350 000	70
Total DRI et alimentation scolaire	2 862 200	5 224 400	1 885 430	66

¹ Le PAM ciblera les mêmes 1 181 100 familles à la fois pour les activités vivres pour la formation et pour les activités vivres pour actifs, mais pendant des années différentes, les participants seront soit le mari ou l'épouse, soit les deux à la fois.

16. En Chine, l'expérience montre que la programmation est plus efficace quand elle est effectuée conjointement avec le FIDA. Le PAM a utilisé l'approche du FIDA pour l'analyse financière des propositions du projet. La programmation conjointe avec le PAM permet au FIDA d'aider les pauvres qui normalement, à cause de leur insécurité alimentaire, ne peuvent pas se permettre d'investir dans des actifs productifs et des moyens de subsistance diversifiés. L'aide alimentaire du PAM permet à ces familles de surmonter l'obstacle de la pénurie alimentaire saisonnière et de participer à des projets de développement, au nombre desquels le système de crédit du FIDA dont les bénéficiaires peuvent ainsi mettre sur pied des activités génératrices de revenus et assurer leur sécurité alimentaire. La synergie produite par l'action conjointe PAM/FIDA permet d'utiliser l'approche du développement durable pour aider les familles les plus pauvres et de réduire les frais de gestion des deux organisations. La synchronisation des interventions du PAM et du FIDA sera améliorée pour les nouvelles activités. Le PAM s'engagera dans des activités vivres pour actifs avant la mise en place des mécanismes d'octroi de prêts du FIDA. En revanche, les activités vivres pour formation ne seront lancées que lorsque les microcrédits seront disponibles, de façon à optimiser les effets combinés des deux interventions.
17. Conformément à la stratégie définie dans le SSP, le PAM réduira petit à petit l'enveloppe de ressources qu'il consacrait surtout, auparavant, à la mise en valeur des terres et à l'irrigation, et accroîtra progressivement ses investissements dans le capital humain et les infrastructures sociales. Cette réorientation a été décidée compte tenu de la nécessité de diversifier les revenus et d'assurer une participation plus importante des femmes aux activités du programme. On trouvera en annexe V un aperçu général des différentes affectations (en pourcentage) de l'aide alimentaire, par composante de l'activité.
18. Aucun mécanisme de planification d'urgence n'a été inclus dans ce programme de pays. Si l'on se base sur les plus de 20 ans d'expérience du PAM en Chine, période pendant



laquelle une aide d'urgence n'a été demandée qu'une seule fois, l'on peut s'attendre à ce que la capacité de réaction interne de la Chine aux situations d'urgence suffise, sauf en cas de catastrophe exceptionnelle. L'Unité ACV du bureau du PAM en Chine continuera cependant à actualiser périodiquement ses analyses de vulnérabilité et à suivre de près les indicateurs d'alerte précoce.

Rôle et modalités de l'aide alimentaire

19. L'aide alimentaire du PAM servira à satisfaire les besoins de consommation immédiats des pauvres qui souffrent de la faim. Elle permettra également de développer le capital humain et d'améliorer les conditions de vie des bénéficiaires en libérant une partie des revenus et autres ressources des familles afin qu'ils puissent être investis dans la santé, l'éducation et de meilleures stratégies de recherche de moyens de survie. Ce faisant, elle mettra un terme aux stratégies de survie régressives préjudiciables aux populations concernées. Les familles qui ont un potentiel de développement insuffisant (celles qui comprennent des personnes âgées ou handicapées) ne bénéficieront pas de cette aide alimentaire mais continueront à recevoir les secours du gouvernement.
20. Pour éviter la dépendance, l'aide alimentaire du PAM ne couvrira qu'approximativement 75 pour cent du déficit alimentaire. Dans la plupart des cas, une ration familiale de 3,25 kilogrammes de blé par jour ouvrable sera fournie pendant une période pouvant aller jusqu'à trois mois. Les activités vivres pour formation et vivres pour actifs seront pour l'essentiel ciblées sur les mêmes familles pendant les différentes années successives d'application du programme. Les distributions de produits alimentaires et les activités du programme de pays tiendront compte du calendrier agricole local.
21. Certaines familles bénéficiaires qui vivent dans des lieux reculés n'ont souvent qu'un accès limité aux marchés. Il n'est par conséquent guère à craindre que le blé fourni par le PAM déplace la demande ou ait des effets négatifs sur la production locale. En octobre 2000, les prix de gros locaux du blé étaient supérieurs aux prix sur le marché mondial. Le PAM suivra de près l'évolution des prix locaux des céréales dans les zones concernées par le projet et envisagera le cas échéant de s'approvisionner localement.

PROGRAMME DES ACTIVITES DE PAYS

Ressources et élaboration du programme de pays

22. Compte tenu des progrès économiques remarquables de la Chine et de son approche de l'objectif principal de sa politique agricole, à savoir l'autosuffisance alimentaire (95 pour cent de l'objectif atteints en 1999), la question s'est posée de savoir s'il fallait maintenir l'aide alimentaire du PAM à ce pays. Un programme de retrait progressif a été étudié lors de la première session ordinaire de 2000 du Conseil d'administration³ et un schéma de stratégie de pays a été approuvé, aux termes duquel le volume de l'aide serait petit à petit réduit sur une période de cinq ans, et l'aide alimentaire du Programme entièrement retirée d'ici à 2005. Le cadre logique qui a été approuvé par le Gouvernement chinois prévoit une augmentation progressive du ratio de partage des coûts PAM/gouvernement qui devrait passer de 1:1,5 en 2000 à 1:1,85 en 2002, puis atteindre 1:2 en 2003; le transfert définitif au gouvernement de la propriété des activités et des modalités d'application aura lieu

³ En relation avec l'approbation, par le Conseil d'administration, du projet de développement pour la Chine 6147.00.



après 2005. L'annexe III montre que pour la période 1992-2005, les livraisons de blé du PAM à la Chine pour ses activités de développement de base ont eu tendance à diminuer dans le passé et qu'il devrait en aller de même à l'avenir.

23. Le SSP pour la Chine, approuvé par le Conseil d'administration à sa troisième session ordinaire de 2000, reflète ces stratégies et le budget du programme de pays a été établi en conséquence. Le coût total du programme de pays à la charge du gouvernement s'élève à 210 millions de dollars. Le coût total pour le PAM est estimé à 86 millions de dollars⁴.
24. Toutes les activités du programme sont appuyées conjointement par les ressources du gouvernement et celles du PAM. Les besoins en blé du programme de pays pour l'ensemble des composantes de l'activité DRI sont estimés à 457 000 tonnes, pour une valeur totale de 156 millions de dollars. L'activité supplémentaire d'alimentation scolaire sera appuyée par un financement additionnel obtenu sur la base de contributions multilatérales ou bilatérales supplémentaires à emploi spécifique et par des ressources gouvernementales.
25. Les besoins en blé du programme de pays sont estimés à 347 000 tonnes pour les composantes de l'activité DRI et 200 000 tonnes pour l'alimentation scolaire. Les besoins déjà approuvés pour les composantes en cours d'exécution de l'activité DRI sont de 95 500 tonnes. Il est prévu de développer davantage encore les interventions en cours dans trois provinces, pour un volume total de 20 000 tonnes. Dans les quatre provinces supplémentaires où le PAM interviendra, les besoins, pour les composantes de l'activité DRI engagée dans le cadre du programme de pays, s'élèvent à 231 500 tonnes. La contribution alimentaire totale du gouvernement aux composantes de l'activité DRI est estimée à 110 500 tonnes. Le gouvernement s'est engagé à poursuivre au-delà de 2005, année du retrait du PAM, l'ensemble des activités qu'il réalise conjointement avec le Programme. Le personnel régional du PAM contrôlera l'achèvement de ces interventions après 2005. On trouvera en annexe IV le cadre logique de toutes les activités qui seront appuyées par le PAM et le gouvernement au cours de la période 2001-2007.
26. Le FIDA, principal partenaire du PAM, octroiera des prêts pour les activités communes réalisées dans le cadre du programme de pays, pour une valeur de 148 millions de dollars. Les prêts du FIDA se répartissent en trois grandes catégories: ceux destinés à la construction des infrastructures agricoles de contrepartie; ceux destinés au développement des capacités du personnel de contrepartie; et le régime de microcrédit pour les bénéficiaires des activités du PAM.
27. Le gouvernement prendra à sa charge tous les coûts du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention (TTEM). Il couvrira l'ensemble des coûts du transport extérieur pour les nouvelles activités lancées dans le cadre du présent programme de pays. Un accord spécial sera conclu à cet effet⁵ pour le paiement, par le gouvernement, du fret maritime.
28. Le tableau 2 récapitule les montants engagés par le PAM, le gouvernement et le FIDA pour chacune des activités prévues.

⁴ Les coûts pour le PAM indiqués ici et dans le tableau 2 ne comprennent pas le coût estimé de la partie du transport extérieur qui sera à la charge du gouvernement. Pour des raisons de gestion interne liée aux modalités de paiement du transport extérieur par le gouvernement, l'annexe budgétaire II indique le coût total estimé du fret maritime, y compris la part qui sera payée par le gouvernement. La valeur combinée de l'engagement financier du PAM apparaît par conséquent plus élevée dans cette annexe—à savoir 107 millions de dollars—qu'elle ne le sera en réalité.

⁵ Un accord semblable a été conclu pour le projet de développement pour la Chine 6147.00 approuvé à la première session ordinaire de 2000 du Conseil d'administration.



**TABLEAU 2: RESSOURCES ENGAGÉES PAR LE PAM,
LE GOUVERNEMENT CHINOIS ET LE FIDA**

	Blé (tonnes)		Coût (dollars)			
	PAM	Gouvernement	PAM	Gouvernement	Prêts du FIDA	Ratio de prise en charge gouvernement/PAM
Composantes de l'activité fondamentale du PAM et du FIDA						
Investissement dans le capital humain	84 1	27 400	13	24 451	22 2	1,80
Mise en valeur des terres et irrigation	144 5	36 800	23	39 731	29 6	1,72
Infrastructures sociales	64 7	27 975	10	20 311	14 8	1,92
Conservation des eaux et des sols	53 0	18 400	8	15 641	7 4	1,82
Microcrédit	–	–	–	–	74 1	–
Total partiel par partenaire	346 5	110 575	55	100 151	148 2	1,79
Total partiel pour les composantes de l'activité PAM/FIDA		457 087		156 052 966	148 2	
Composantes de l'activité supplémentaire						
Alimentation scolaire	200 0	400 000	30	109 651	–	3,65
Total partiel par partenaire	200 0	400 000	30	109 651	–	3,65
Total partiel alimentation scolaire		600 000		139 669 713		
Total par partenaire	546 5	510 575	85	209 801	148 264 000	2,44
Total		1 057 087		295 722 679	148 264 000	–

29. Le programme de pays pour la Chine a été élaboré dans le cadre de buts, objectifs et stratégies de collaboration généraux eux-mêmes définis dans le bilan commun de pays pour la Chine et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Le bureau de pays a été l'un des principaux contributeurs à l'élaboration du Plan-cadre par l'équipe de pays des Nations Unies. Le programme de pays, dont le principal objectif est l'amélioration de la sécurité alimentaire des familles, permettra d'atteindre le but essentiel du Plan-cadre pour la Chine, à savoir la promotion d'un développement durable pour réduire les disparités régionales et entre les sexes. Le bilan commun de pays pour la Chine a été réexaminé au siège du PAM et approuvé par le Groupe des Nations Unies pour le développement (UNDG) fin octobre 2000. Le Plan-cadre pour la Chine a été présenté sous sa forme définitive par l'équipe de pays des Nations Unies le 7 novembre 2000. Les activités qu'il prévoit concourent à l'application des stratégies de l'Office gouvernemental



pour l'atténuation de la pauvreté et des politiques du Ministère de l'agriculture. Le Gouvernement chinois a approuvé le programme de pays.

Aperçu général des activités du programme de pays

30. Le programme de pays prévoit que l'activité DRI sera exécutée dans 10 régions géographiques. Cette activité est déjà en cours dans six provinces et elle sera étendue à quatre provinces supplémentaires. Bien qu'il existe des documents pour chaque projet et que l'on doive continuer à en établir pour chacune des provinces où l'activité est en cours d'exécution ou sera exécutée plus tard, la similitude entre les différentes interventions est telle que d'un point de vue conceptuel elles ne forment qu'une seule et même activité. Les chapitres qui suivent décriront par conséquent les quatre composantes de l'activité fondamentale du programme.
31. Outre un financement multilatéral, l'activité DRI bénéficie d'un financement bilatéral qui permet son application dans la province de Guizhou. Une nouvelle aide financière bilatérale est attendue pour la province de Qinghai.

LES COMPOSANTES DE L'ACTIVITE DRI

Composante 1 de l'activité DRI: Investissement dans le capital humain

Orientation stratégique

32. L'orientation stratégique de cette composante consiste à permettre aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation.

Analyse du problème

33. La médiocrité du niveau d'éducation, de même que le mauvais état de santé et la malnutrition, sont à la fois les conséquences et les causes de la pauvreté absolue dans les zones rurales. L'analphabétisme, l'illettrisme et le manque de qualifications empêchent de nombreux exploitants agricoles pauvres, notamment les femmes, de diversifier leurs sources de revenus et d'aller au-delà d'une simple production agricole de subsistance.
34. On signale dans les provinces occidentales de la Chine une fréquence élevée des carences en micronutriments telles que les troubles de la carence en iode qui touchent particulièrement les femmes et les enfants. Les infections de l'appareil génital féminin sont également courantes dans de nombreuses zones reculées. Les autorités attribuent ces problèmes à un déficit alimentaire, notamment chez les membres les plus vulnérables des familles tels que les femmes et les enfants, à une éducation insuffisante, aux capacités techniques faibles et dépassées du personnel de santé dans les zones rurales et à la pénurie de personnel médical qualifié et correctement formé dans les établissements de soins à la mère et à l'enfant.

Objectifs, effets et produits escomptés

35. Les objectifs de cette activité sont de relever le niveau d'alphabétisation, d'améliorer les qualifications techniques et les capacités de gestion, et de susciter une prise de conscience des problèmes sanitaires de base et de la nutrition. Une sous-composante, qui s'appuiera sur un financement supplémentaire, aura de surcroît pour but de réduire la fréquence des troubles dus à la carence en iode dans la population-cible et de dispenser une formation au



personnel de santé afin d'améliorer ses capacités de diagnostic et de traitement des troubles et infections. Des programmes vivres pour formation, plus particulièrement ciblés sur les femmes, seront appliqués à différents niveaux.

36. Le premier de ces niveaux est celui de l'alphabétisation fonctionnelle. Une période de formation de 60 jours sera suivie d'un cours de rappel environ une année plus tard. Le deuxième niveau concernera plus particulièrement les capacités techniques et de gestion des demandeurs de prêts du FIDA qui souhaitent entreprendre des activités génératrices de revenus. Une formation de 10 jours est prévue à ce niveau. Les femmes bénéficieront d'au moins 50 pour cent des microcrédits du FIDA pour s'engager dans des activités génératrices de revenus. Les activités de relèvement du niveau des qualifications ne commenceront que lorsque les mécanismes d'octroi des prêts du FIDA seront en place. Le troisième niveau des programmes vivres pour formation consistera en une série de cours sur la santé et la nutrition, dont le but sera de résoudre le problème des carences en micronutriments et celui des infections de l'appareil génital féminin, et d'améliorer la connaissance que les femmes devraient avoir des pratiques alimentaires les plus équilibrées à la fois pour elles-mêmes et leurs très jeunes enfants. Du sel iodé sera distribué aux familles dans les zones où les troubles dus à la carence en iode sont fréquents, sous réserve de la disponibilité de fonds supplémentaires.
37. Pour renforcer le ciblage de cette composante sur les femmes, sa mise en œuvre sera confiée à la Fédération pan-chinoise des femmes (ACWF). Les prêts du FIDA et le financement du gouvernement permettront à l'ACWF d'élaborer et reproduire du matériel de formation et d'organiser des cours en s'inspirant des excellents résultats obtenus avec les modules de formation pour adultes du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). Ce renforcement des capacités de la Fédération lui permettra de reproduire cette composante dans des zones autres que celles du projet. L'ACWF organisera des cours de formation au rôle de chef de file et à la gestion à l'intention des femmes membres des groupes villageois d'exécution, le but étant de renforcer leur rôle dans la prise de décisions au sein de ces groupes, notamment en ce qui concerne l'utilisation et l'entretien des actifs créés dans le cadre des autres composantes.

Composante 2 de l'activité DRI : Mise en valeur des terres et irrigation

Orientation stratégique

38. L'orientation stratégique de cette composante consiste à permettre aux familles pauvres d'acquérir des actifs et de les conserver.

Analyse du problème

39. Les familles pauvres qui cultivent la terre ne sont pas en mesure d'accroître leur production alimentaire et leurs revenus car elles ne disposent pas des ressources suffisantes pour investir et ne connaissent pas d'autres méthodes d'exploitation. En période de soudure, les exploitants agricoles qui vivent dans la pauvreté absolue dépensent leurs économies, vendent souvent leurs actifs productifs et réduisent le volume de leur alimentation afin de satisfaire leurs besoins alimentaires. A la fin de la saison, ils n'ont donc plus aucune ressource à investir dans des activités susceptibles de leur apporter un revenu stable et suffisant pour briser le cycle de la pauvreté.

Objectifs, effets et produits escomptés

40. Cette activité a pour but d'augmenter la productivité de la main-d'œuvre et des terres. Les systèmes d'irrigation seront améliorés pour réduire les pertes par fuites et évaporation,



et de nouveaux systèmes d'approvisionnement en eau seront construits. Lorsqu'il n'est pas possible d'irriguer, la productivité peut être accrue en améliorant la gestion des sols et notamment en les creusant davantage, en les aplanissant ou en construisant des terrasses. Cette activité est essentiellement axée sur l'amélioration de la productivité et du rendement des meilleures terres, de manière à permettre aux bénéficiaires de consacrer leurs biens économiquement marginaux et écologiquement fragiles à d'autres usages. Ces sols cultivables sont souvent peu profonds, en mauvais état et situés sur des pentes, ce qui les rend inappropriés à l'obtention d'une récolte annuelle mais adaptés à l'arboriculture et à l'élevage.

41. L'activité mise en valeur des terres et irrigation comportera une série de programmes vivres pour actifs ayant pour but d'améliorer la productivité des terres et de la main-d'œuvre chez les familles concernées. Les prêts du FIDA seront octroyés simultanément avec l'exécution de ces programmes de manière à remettre à niveau les infrastructures agricoles, améliorer la gestion des coopératives rurales de crédit et renforcer les services de vulgarisation.

Composante 3 de l'activité DRI : Infrastructures sociales

Orientation stratégique

42. L'orientation stratégique de cette composante consiste à permettre aux familles pauvres d'acquérir des actifs et de les conserver.

Analyse du problème

43. La médiocrité des infrastructures sociales contribue à l'isolement des communautés reculées et les empêche de saisir les occasions de développement social et économique. L'accès limité aux marchés, à des sources sûres d'eau potable (pour le bétail également) et à des centres de soins de santé de base est préjudiciable à leur niveau de vie. La fréquence des maladies, notamment celles véhiculées par l'eau, est élevée et l'état général de santé et d'hygiène de ces communautés n'est pas bon. Les familles passent beaucoup de temps à aller chercher de l'eau et du bois de chauffage, et ces tâches représentent une proportion considérable de leurs activités quotidiennes, notamment de celles des femmes, ce qui réduit leur capacité de saisir les occasions de développement. L'isolement augmente en outre le coût des biens acquis à l'extérieur et du transport, d'où une rentabilité moindre de la commercialisation de la production agricole.

Objectifs, effets et produits escomptés

44. L'objectif de cette composante est de réduire l'isolement physique et économique des bénéficiaires en améliorant leur accès aux marchés, aux établissements de santé et à une eau potable sûre, et en diminuant la charge de travail quotidienne des femmes. Les activités vivres pour actifs appuyées par le PAM dans le cadre de cette intervention sont la reconstruction ou la construction des infrastructures et actifs suivants (lorsque cela est faisable): les routes d'accès aux villages, les puits des villages, les bassins de retenue, les systèmes d'approvisionnement des familles en eau courante, les fourneaux économes en combustible, les latrines et les dispensaires villageois pour les soins de santé primaires. Au nombre des résultats escomptés figurent une amélioration de la commercialisation de la production agricole, un accroissement de la production animale et une utilisation plus fréquente des établissements de santé. L'amélioration des infrastructures sociales permettra de développer et d'intensifier la production rurale agricole et non agricole, de relever le niveau de santé et de rendre les bénéficiaires plus disponibles pour suivre des cours



d'alphabétisation et de formation et entreprendre d'autres activités productives. Ce dernier aspect est particulièrement important pour les femmes et les enfants, dont l'état de santé est plus fragile et à qui échoit traditionnellement la responsabilité de porter l'eau et le bois de chauffage sur de longues distances.

Composante 4 de l'activité DRI : Conservation des eaux et des sols

Orientation stratégique

45. L'orientation stratégique de cette composante consiste à permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables.

Analyse du problème

46. En Chine, de nombreuses zones montagneuses ou accidentées ont une couverture végétale dégradée et présentent des taux d'érosion élevés. On estime⁶ que les deux tiers des terres chinoises "écologiquement fragiles" se trouvent dans les cantons les plus pauvres. Il existe des chaînes de montagnes où la densité de population est relativement élevée, comme par exemple les montagnes de Qinling et Wuling, qui sont des zones de projet, et où la capacité de charge des terres et de l'environnement a été dépassée. La culture permanente de ces terres a aggravé leur détérioration et provoqué l'envasement des cours d'eau et des bassins d'alimentation en eau. Les exploitants agricoles ont vu le rendement de ces terres baisser et ils ont souffert d'une diminution des disponibilités en eau d'irrigation. Il en est résulté une fréquence désormais plus élevée des sécheresses et des inondations qui exposent les populations à des risques majeurs, accroissant ainsi leur vulnérabilité.

Objectifs, effets et produits escomptés

47. Cette composante est étroitement liée au développement et à l'irrigation des terres, qui sont axés sur une augmentation des investissements en faveur des terres les plus facilement cultivables, de manière à atténuer la charge qui pèse sur les terres marginales. Il s'agit de réduire la dégradation des terres marginales. Les activités vivres pour actifs comprennent la protection des principales infrastructures routières et d'irrigation, ainsi que des rives des cours d'eau sujettes à l'érosion, en plantant différentes variétés d'arbres économiques pour l'environnement et choisis en fonction de leur capacité d'adaptation aux sites et de contribution aux revenus des familles et des villages. Des barrages de rétention seront construits sur les terres en pentes afin de diminuer l'érosion due au ruissellement et de faciliter la foresterie, le pâturage et la cueillette de plantes médicinales. Les prêts du FIDA pour le microfinancement de l'élevage encourageront le passage d'un élevage extensif à un élevage intensif, y compris l'élevage en stabulation permanente. Le cas échéant, ces prêts encourageront et faciliteront la création d'unités de production de biogaz liées à des systèmes améliorés d'étables et de récupération de fertilisants, ce qui permettra aux populations concernées de moins dépendre du bois de chauffage et de bénéficier de meilleures conditions d'hygiène.
48. Les objectifs de cette activité coïncident avec la récente décision du gouvernement, qui fait partie intégrante de l'Initiative de développement régional dans l'Ouest, d'ordonner que

⁶ Wu *et al.*, Etude sur l'atténuation de la pauvreté dans la Chine rurale d'après la réforme, Académie chinoise des sciences sociales, 1997.



l'on cesse d'utiliser des terres sur les pentes raides (de plus de 25 degrés) et que l'on retourne à la foresterie et aux pâturages.

Stratégie de mise en œuvre des composantes de l'activité DRI

49. Les composantes seront mises en œuvre sous la supervision des gouvernements provinciaux, le Ministère de l'agriculture étant chargé de la communication avec le PAM pour les questions de politique générale. Des groupes-pilotes comprenant les départements et bureaux directement concernés, ainsi que l'ACWF et les bureaux de gestion du projet mis en place au sein des bureaux de conservation des eaux et des sols seront créés aux échelons des provinces, préfectures, cantons et municipalités. Les bureaux de gestion du projet nommeront un responsable pour la problématique hommes-femmes, chargé de suivre les questions de parité des sexes dans les activités de projet et d'exprimer les préoccupations des femmes dans le processus décisionnel pendant l'exécution du projet. Des groupes villageois d'exécution seront chargés de mettre au point les plans de développement des villages en coopération avec les bureaux de gestion du projet des municipalités et en recourant à l'évaluation rurale participative, méthode sur laquelle les bureaux de gestion du projet recevront une formation. De plus, les groupes villageois d'exécution sélectionneront et prépareront les participants aux diverses activités et sous-activités vivres pour actifs et vivres pour formation. Chaque groupe villageois d'exécution comprendra cinq participants aux activités du projet, dont deux au moins seront des femmes. Les femmes membres des groupes villageois d'exécution et les responsables pour la problématique hommes-femmes recevront une formation spéciale à la gestion et à l'exercice des responsabilités de chef de file. Cette formation sera organisée par l'ACWF qui utilisera à cet effet un module de l'UNIFEM déjà employé avec succès dans d'autres parties de la Chine.
50. Les bureaux de gestion du projet prépareront les plans d'exécution des activités ainsi que les plans de travail et les budgets basés sur les plans de développement des villages. L'échéancier d'exécution des activités tiendra compte du calendrier agricole local, des périodes de soudure et de la répartition du travail entre hommes et femmes. Il fera l'objet de discussions avec les groupes villageois d'exécution et sera reflété dans chaque plan de développement des villages.
51. Les prêts du FIDA seront utilisés pour compléter les activités appuyées par le PAM. Ils seront versés directement aux services des finances des administrations provinciales et seront utilisés pour les matériaux de construction, l'équipement de vulgarisation, l'alphabétisation fonctionnelle et la formation technique. Les microcrédits seront octroyés par l'intermédiaire des coopératives de crédit rurales. Le montant des prêts dépendra des besoins financiers pour l'activité génératrice de revenus concernée. Les coopératives de crédit rurales recevront une formation à la gestion des prêts, qui leur sera dispensée par l'Office allemand de la coopération technique (GTZ), comme cela est déjà le cas dans certains projets en cours.
52. Le blé du PAM sera mélangé aux stocks gouvernementaux de manière à minimiser les coûts du transport intérieur. Les volumes de blé nécessaires seront distribués à partir d'entrepôts situés à proximité des zones de projet.



Participants et avantages escomptés des composantes de l'activité DRI⁷

53. Les familles pauvres exposées à l'insécurité alimentaire et vivant dans les villages-cibles seront choisies en fonction des profils de familles établis sur la base des enquêtes ACV sur le terrain. Environ 1 200 000 familles devraient participer aux activités vivres pour actifs et vivres pour formation, ce qui permettra d'aider directement quelque 4,7 millions de personnes.
54. Par l'intermédiaire de la participation aux activités vivres pour actifs et vivres pour formation, l'aide alimentaire couvrira pendant une période pouvant aller jusqu'à trois mois les besoins en céréales d'un groupe de population clé composé des familles les plus exposées, de manière saisonnière, à l'insécurité alimentaire. En plus de l'aide alimentaire directe, les familles concernées bénéficieront également directement des actifs physiques et en capital humain créés dans le cadre des activités du projet, ainsi que des microcrédits du FIDA et de l'amélioration des services de vulgarisation. Outre ce groupe principal, le FIDA aidera également d'autres ménages pauvres mais généralement non exposés à l'insécurité alimentaire.
55. Les activités du projet sont conçues de manière à permettre aux femmes de bénéficier des possibilités de développement qu'elles offrent. Leurs caractéristiques les plus importantes à cet égard peuvent se résumer comme suit:
- Les femmes participeront à 50 pour cent de toutes les activités vivres pour actifs et 80 pour cent de toutes les activités vivres pour formation. Cela leur permettra d'avoir un meilleur accès direct aux produits alimentaires et un meilleur contrôle sur les ressources de la famille. Des groupes d'utilisateurs seront mis sur pied pour la construction de systèmes d'approvisionnement des villages en eau potable et pour l'entretien des actifs de la communauté. Les femmes y seront représentées sur un pied d'égalité avec les hommes.
 - La participation des femmes aux évaluations rurales participatives et leur présence au sein des groupes villageois d'exécution et des bureaux de gestion du projet renforceront leur rôle dans le processus de décision et la gestion des ressources des activités.
 - L'amélioration de l'accès des femmes à l'eau potable, aux marchés, aux établissements de santé, au bois de chauffage, à des fourneaux économes en combustibles et à de meilleurs techniques d'exploitation agricole leur permettra de réduire leur charge de travail et de consacrer davantage de temps à des activités génératrices de revenus. Combinée avec les microcrédits du FIDA, dont 50 pour cent seront réservés aux femmes, la formation à des activités génératrices de revenus renforcera considérablement les possibilités de gains des femmes.
 - Quatre-vingts pour cent des activités d'alphabétisation fonctionnelle seront destinés aux femmes. La formation qui leur sera dispensée dans ce domaine ne leur permettra pas seulement d'apprendre à lire, écrire et compter, mais aussi à améliorer leur propre état de santé et celui de leurs enfants en bas âge en respectant les règles de base en matière d'hygiène, d'assainissement et de nutrition.

⁷ Voir tableau 1.



ACTIVITE SUPPLEMENTAIRE: ALIMENTATION SCOLAIRE

Orientation stratégique

56. L'orientation stratégique de cette activité consiste à permettre aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation.

Analyse du problème

57. Les taux de scolarité restent extrêmement faibles, notamment dans les provinces occidentales de Qinghai et du Tibet, où ils sont de loin inférieurs à la moyenne nationale. Dans les écoles primaires, les filles sont nettement moins nombreuses que les garçons. L'analphabétisme féminin, chez les minorités ethniques des régions occidentales, est très supérieur à la moyenne nationale⁸.
58. Les principales causes de ces disparités régionales sont: 1) la faiblesse des revenus qui empêche les familles les plus pauvres d'acheter des manuels scolaires trop onéreux pour elles; 2) la nécessité d'utiliser les enfants pour les travaux agricoles; 3) la perception traditionnelle selon laquelle l'éducation des filles est moins importante que celle des garçons; 4) l'éloignement des établissements scolaires; 5) la mauvaise qualité de l'éducation. Le rapport d'évaluation de la Banque mondiale sur le Projet de réduction de la pauvreté dans le Sud-Ouest identifie le manque de produits alimentaires pendant l'intersaison comme un motif important d'absentéisme scolaire chez les enfants des familles qui vivent dans la pauvreté absolue. Ce rapport souligne en outre que l'alimentation scolaire permettrait de réduire la malnutrition et d'atténuer, pour un bon rapport coût-efficacité, le problème de la faim qui se pose pendant de courtes périodes et ses effets négatifs sur l'attention, l'éveil et par conséquent les capacités d'acquisition de connaissances des enfants pauvres.

Objectifs, effets et produits escomptés

59. Le but de cette activité est de venir à bout de l'analphabétisme, particulièrement chez les femmes, et de rendre plus accessible l'enseignement primaire dans les régions pauvres et reculées où vivent des minorités ethniques, notamment pour les filles.
60. L'alimentation scolaire du PAM viendra à l'appui du Plan d'action du Ministère de l'éducation pour la revitalisation de l'éducation au XXI^{ème} siècle, approuvé en mai 1999 par le Conseil d'Etat et le Comité central du Parti communiste chinois. Les mesures concrètes prises jusqu'ici par le gouvernement sont entre autres une augmentation de un pour cent par an, par rapport au niveau de 1998, des dépenses d'éducation de l'administration centrale et des administrations provinciales, jusqu'en 2003, et l'affectation de 3,9 milliards de la gestion basée sur les résultats à un fonds spécial pour la construction d'établissements scolaires. Plusieurs projets de réduction de la pauvreté dans les régions occidentales de la Chine ont bénéficié de prêts de la Banque mondiale et incluent une composante éducation. L'alimentation scolaire fait partie d'un train de mesures gouvernementales comprenant une aide à l'enseignement, une formation à la pédagogie et

⁸ Alors que les taux d'analphabétisme et d'illettrisme chez les femmes des minorités ethniques sont de 42 pour cent au niveau national, ils se situent entre 65 et 82 pour cent dans les provinces occidentales chinoises de Qinghai, Gansu, Ningxia, Guizhou et du Tibet. De même, le taux de scolarisation des petites filles dans l'enseignement primaire est de 45 pour cent au niveau national, alors qu'il n'est que de 30 pour cent dans les provinces de Guizhou et Gansu et de 20 pour cent au Tibet (Education pour tous 2000—Rapport du Ministère de l'éducation).



une aide pour la construction d'établissements scolaires et d'internats pour les élèves qui viennent de villages reculés.

61. En venant s'ajouter à l'amélioration de la formation des enseignants, des infrastructures scolaires et de l'aide à l'enseignement, l'alimentation scolaire aura pour effet d'augmenter les taux de scolarisation dans l'enseignement primaire et de faire chuter les taux d'absentéisme scolaire. Elle permettra aux enfants appartenant à des minorités ethniques, et notamment aux petites filles, d'avoir accès à l'enseignement primaire. Plus directement, elle permettra aux enfants de bénéficier d'une ration alimentaire suffisante et donc d'être plus attentifs pour acquérir des connaissances, ce qui est particulièrement important lorsqu'ils doivent marcher sur de longues distances entre l'école et leur domicile.

Rôle et modalités de l'aide alimentaire pour l'alimentation scolaire

62. L'aide alimentaire encouragera les parents pauvres à investir dans la fourniture d'un enseignement primaire à leurs enfants. Elle permettra de satisfaire les besoins de consommation des enfants pauvres. L'approche retenue pour l'alimentation scolaire sera déterminée lors d'une mission d'évaluation. Elle consistera soit à distribuer des rations à emporter à la maison par les enfants soit à distribuer aux enfants, dans les établissements scolaires, des rations cuisinées, et ce pendant toute l'année scolaire ou uniquement pendant la période de soudure.

Stratégie de mise en œuvre de l'alimentation scolaire

63. C'est le Ministère de l'agriculture, en étroite collaboration avec le Ministère de l'éducation et l'Office pour l'atténuation de la pauvreté, qui dépend du Conseil d'Etat, qui mettra en œuvre cette activité supplémentaire. Des bureaux de gestion du projet seront créés pour gérer l'exécution de cette activité à l'échelon des provinces, des préfectures et des cantons.

Participants et avantages escomptés de l'alimentation scolaire

64. Le prochain plan quinquennal 2001–2005 prévoit que les programmes d'enseignement nationaux continueront à recevoir un appui prioritaire du gouvernement. L'aide du PAM pour l'alimentation scolaire permettra à une cohorte de 500 000 enfants de familles pauvres, pour l'essentiel des filles, d'avoir accès à l'enseignement pendant une période de six ans, durant laquelle le gouvernement et la Banque mondiale concentreront leurs ressources sur l'amélioration de la formation des enseignants et l'aide à l'enseignement, ce qui permettra d'augmenter le nombre total des enfants pauvres bénéficiaires.

Activités d'appui

Le rôle de l'ACV

65. L'ACV va jouer un rôle d'appui important pour les activités du programme, car elle permettra: 1) de procéder à un ciblage géographique; 2) de dresser un profil des bénéficiaires; 3) de contribuer au contrôle et à l'évaluation; 4) de surveiller le niveau de la sécurité alimentaire.
66. Le choix des villages qui bénéficieront de l'intervention sera effectué sur la base d'un processus en trois étapes:
- Le Ministère de l'agriculture a identifié les provinces prioritaires et a proposé une liste de cantons à aider en premier lieu. De plus, le système ACV, grâce à une analyse par grappes multifactorielle des données les plus récentes à l'échelon des cantons, publiée



par le Bureau national de statistiques de la Chine, a permis d'identifier, dans ces provinces, les cantons où vivent d'importantes populations vulnérables. Les 62 cantons retenus, qui comprennent aussi bien ceux identifiés par l'ACV que ceux proposés par le Ministère de l'agriculture, constituent le point de départ du processus de ciblage des villages. Une mission s'est rendue dans différents cantons présélectionnés pour informer les pouvoirs publics locaux des critères de ciblage du PAM et mettre au point la méthode de ciblage. Cette mission a constaté que l'analyse ACV était conforme à la réalité du terrain. Les zones dans lesquelles il existe des activités en cours et les régions qui nécessitent un nouveau ciblage sont indiquées sur la carte de l'annexe VI. La proportion de population rurale dans les cantons identifiés par l'ACV sert de base aux affectations provisoires des apports alimentaires décrites en annexe I. Les résultats des enquêtes sur le terrain, y compris l'évaluation de la sécurité alimentaire et la présence d'autres projets de développement en cours, peuvent conduire si nécessaire à un ajustement des affectations provisoires.

- L'étape suivante est l'analyse des indicateurs à l'échelon des municipalités. Ces données seront recouvrées directement auprès des pouvoirs publics des provinces et utilisées pour mettre au point un échantillon de cadres pour les enquêtes participatives sur la sécurité alimentaire des familles.
 - La dernière étape consiste en une série d'enquêtes ayant pour but d'identifier les grappes de villages dans lesquelles l'on pourrait développer des activités. Comme cela est indiqué dans le SSP, le manque de données socio-économiques fiables ventilées par sexe nécessite le recouvrement de données primaires. Ces enquêtes permettront d'établir des profils de familles qui seront utilisés comme critères de sélection et documents de base pour l'élaboration des activités. Les enquêtes serviront également à recouvrer des données de référence auxquelles seront ensuite comparés les effets obtenus et dans une certaine mesure l'impact observé, lors de l'enquête à mi-parcours et de l'enquête de fin de projet.
67. La deuxième et la troisième étapes seront exécutées de manière à ce qu'il reste suffisamment de temps pour la préparation des activités. Les premières enquêtes devront avoir été menées à terme d'ici à mai 2001 pour les activités dont le lancement est prévu vers la fin de la même année dans les provinces de Shanxi et Ningxia, et en 2002 dans les provinces du Xinjiang et de Gansu.
68. De plus, l'ACV actualisera périodiquement les analyses de vulnérabilité, suivra de près les indicateurs d'alerte précoce et fournira des services cartographiques. Elle préparera progressivement son transfert au Ministère de l'agriculture et ses travaux impliqueront de plus en plus une collaboration avec différents organismes gouvernementaux et parapublics, au nombre desquels le Ministère de l'agriculture, les Départements provinciaux de l'agriculture, le Bureau national de statistiques, l'Académie des sciences agricoles et l'Académie des sciences sociales. Les besoins supplémentaires en effectifs et en équipements dus au volume croissant des activités ACV ont été reflétés dans les postes coûts d'appui directs et autres coûts opérationnels directs du budget.

Problématique hommes-femmes

69. L'ACWF est en train de préparer son Programme 2001–2010 pour l'avancement des femmes chinoises. Elle confirme que conformément aux engagements qu'elle avait pris lors de la Conférence Beijing+5, l'un des principaux objectifs de ce programme sera d'accélérer le soutien apporté aux femmes de manière à les aider à échapper à la pauvreté en renforçant leur éducation sanitaire, les microcrédits dont elles bénéficient et les autres



formes d'assistance qui leur sont destinées. La collaboration du PAM avec l'ACWF permettra d'atteindre plus efficacement cet objectif.

70. Le programme de pays prévoit qu'environ 80 pour cent des participants aux activités vivres pour formation et 50 pour cent des participants aux activités vivres pour actifs seront des femmes. L'un de ces objectifs consiste à résoudre le problème des carences en micronutriments chez les femmes, les enfants et les adolescents (Engagement I du PAM en faveur des femmes). La structure d'exécution implique une participation des femmes aux groupes de gestion du projet tels que les groupes villageois d'exécution et les bureaux de gestion du projet, avec au minimum deux femmes sur les cinq membres que comptera chaque groupe villageois d'exécution (Engagement II du PAM en faveur des femmes). Les activités liées à cette orientation fondamentale sur les femmes comprennent une formation à la gestion et au rôle de chef de file pour les femmes impliquées dans les structures de gestion du projet. Le recours à la Fédération pour l'exécution des différentes activités de formation renforcera le partenariat entre le PAM et l'ACWF. Le programme de pays recherche une égalité d'accès des femmes aux actifs immobiliers, aux microcrédits du FIDA, aux services sociaux de formation et de soins de santé (Engagement III du PAM en faveur des femmes) et la résolution des problèmes sexospécifiques qui se posent dans le contexte local. Les rapports et les enquêtes réalisés pour la planification et l'évaluation permettront d'obtenir des données ventilées par sexe (Engagement IV du PAM en faveur des femmes). La Direction du bureau de pays en Chine s'est engagée à officialiser les engagements en faveur des femmes dans tous les documents opérationnels, contrats, descriptions de fonctions et rapports d'appréciation des résultats de son personnel (Engagement V du PAM en faveur des femmes). Le bureau de pays s'efforcera de maintenir l'équilibre équitable entre les sexes déjà atteint en 2000 parmi l'ensemble des catégories de personnel combinées: personnel d'appui, cadres nationaux et cadres internationaux.

GESTION DU PROGRAMME DE PAYS

Evaluation

71. Des missions d'évaluation multidisciplinaires conjointes PAM/FIDA seront organisées pour les nouvelles interventions DRI, de même que des missions d'évaluation spécialisées pour l'alimentation scolaire. Ces missions évalueront la faisabilité technique et la viabilité économique des différentes activités prévues sur la base des propositions des bureaux de gestion du projet provinciaux. Pour le PAM, ces rapports de mission trouveront leur aboutissement dans la rédaction des comptes rendus d'activité qui seront soumis, à l'échelon national, à une Commission conjointe d'examen de l'aide à la sécurité alimentaire, coprésidée par le Ministère de l'agriculture et le PAM et à laquelle participeront des institutions spécialisées du Système des Nations Unies telles que l'UNICEF, la FAO et le PNUD.

Exécution du programme

72. Le Ministère de l'agriculture restera le principal partenaire du PAM. Il fixera les grandes orientations politiques et assurera la coordination entre ses départements et bureaux dans les provinces, préfectures et cantons, qui créeront des bureaux de gestion du projet chargés de l'exécution des activités.



73. Pour assurer une capacité de contrepartie dans les zones d'évaluation de la vulnérabilité et d'atténuation des effets des catastrophes, les méthodologies ACV seront transférées au gouvernement et deviendront une partie importante des activités du bureau de pays.
74. Conformément à la décision de réduire progressivement l'aide alimentaire du PAM à la Chine, le PAM réduira aussi ses effectifs au bureau de pays. La diminution du nombre de ses activités sera nettement plus marquée après 2003. On trouvera en annexe IV un cadre logique des activités appuyées par le PAM en 2001–2005. Les besoins en coûts d'appui directs et en autres coûts opérationnels directs tiennent compte de cette réduction. Le PAM aidera les employés nationaux de son bureau de pays à retrouver un emploi. Il les encouragera à suivre une formation et à acquérir une expérience dans d'autres bureaux de pays du PAM aussi bien au sein du pôle régional qu'ailleurs pendant la période du programme de pays 2001-2005.
75. Les besoins de formation prévus pour le personnel des bureaux de pays sont entre autres une formation à la politique visant à favoriser le développement, à l'ACV, au SAP, à la gestion basée sur les résultats, à l'évaluation rurale participative, à la problématique hommes-femmes et aux interventions d'urgence. La formation au plaidoyer a commencé et bénéficiera d'une attention accrue dans le cadre du programme de pays.
76. Pour associer davantage encore les bénéficiaires, et notamment les femmes, à la planification et à la gestion des activités, le PAM et le FIDA:
- auront recours à des approches participatives pour consulter les femmes et les impliquer dans la préparation et l'évaluation du projet;
 - dispenseront une formation aux responsables nationaux pour la problématique hommes-femmes et renforceront leur collaboration avec l'ACWF;
 - procéderont à des démonstrations-pilotes dans le but d'accroître la participation des villageoises aux processus de décisions par l'intermédiaire des groupes villageois d'exécution;
 - réaliseront des enquêtes sexospécifiques sur la situation en matière de contrôle des produits alimentaires dans les familles bénéficiaires du projet, sur le travail des femmes des populations rurales pauvres et sur les avantages que les femmes pourront retirer des activités vivres pour formation et vivres pour actifs.
77. Les évaluations des effets des nouvelles activités sur l'environnement deviendront des procédures standards et seront effectuées avant l'exécution desdites activités. Les effets des activités appuyées par le PAM préjudiciables aux ressources naturelles seront anticipés et des solutions seront proposées. Un plan de gestion de l'environnement permettra de suivre les effets écologiques des activités pendant leur exécution.

Suivi et évaluation du programme

78. Conformément au document WFP/EB.A/2000/4-C, "Principes et méthodes du PAM en matière de suivi et d'évaluation", le bureau du PAM en Chine introduira et appliquera au suivi et à l'évaluation de ses activités les principes et les méthodes de la gestion basée sur les résultats. En mettant l'accent sur la performance et la mesure des résultats, il élaborera des indicateurs de produits et d'effets et définira des cibles réalistes. Le suivi et l'évaluation comprendront l'évaluation de la mesure dans laquelle auront été atteints les objectifs spécifiques à telle ou telle activité du programme de pays. Une fois établi le cadre général de travail, orienté sur les résultats, et définies les directives à suivre, le bureau de pays ajustera son système de suivi et d'évaluation. On trouvera en attendant en annexe VII un cadre logique décrivant le but, les objectifs stratégiques et les objectifs par activité du



programme de pays. L'annexe VIII présente les indicateurs préliminaires de produits et d'effets correspondant à chaque niveau des objectifs. Il est prévu de procéder à une évaluation finale du programme de pays qui comprendra notamment les enseignements à tirer de la stratégie de retrait, comme l'avait demandé le Conseil d'administration lors de sa discussion sur le SSP pour la Chine.

79. La méthode de mesure des effets s'appuiera essentiellement sur des comparaisons entre les données de référence obtenues lors de l'enquête de base (troisième étape du processus de ciblage) et les données obtenues auprès des bénéficiaires lors de l'enquête à mi-parcours et de l'enquête de fin de projet. Les résultats de l'enquête de base et de l'enquête auprès des bénéficiaires seront mis à la disposition des missions de revue à mi-parcours et en fin de projet, qui les intégreront dans leurs rapports d'évaluation en les complétant par des observations qualitatives, y compris un suivi par contact avec les bénéficiaires et des études spéciales pour chaque zone. Les effets seront mesurés au moyen du système standard de comptes rendus sur le projet, ajusté de manière à refléter les objectifs plus spécifiques du programme de pays pour la Chine.
80. Les liens entre l'ACV et la procédure de suivi et d'évaluation seront resserrés. En fin de compte, le succès d'une aide alimentaire se mesure à l'aune de la réduction ou de l'élimination de l'insécurité alimentaire des familles. Il tombe donc sous le sens que les indicateurs utilisés pour le ciblage des bénéficiaires et ceux utilisés lors des enquêtes de référence/à mi-parcours et de fin de projet sont étroitement liés les uns aux autres. La troisième étape du ciblage sera donc l'enquête de référence. L'unité ACV et les unités de programme du bureau de pays en Chine travailleront en étroite collaboration pour réaliser les enquêtes participatives à mi-parcours et de fin de projet sur la sécurité alimentaire des familles, qui serviront de suivi aux enquêtes de ciblage/de base et qui permettront de mesurer la performance et les effets des activités du programme de pays, d'obtenir des données sur la base desquelles il sera possible d'affiner ensuite le projet et de prendre des mesures correctives, et de faciliter le transfert des connaissances aux institutions chinoises concernées.
81. Pour que les cartes de vulnérabilité soient dûment actualisées, un responsable ACV sera nommé au sein de chaque bureau de gestion du projet à l'échelon de la province et du canton; il sera chargé de recouvrer des données et d'échanger régulièrement des informations avec l'unité ACV à Beijing puis, lors du retrait du PAM de Chine, avec l'unité nationale ACV. Il devra en outre mettre à jour les cartes de vulnérabilité des cantons et municipalités bénéficiaires de l'aide du PAM, et indiquer les tendances des changements observés afin de compléter les données disponibles pour le suivi et l'évaluation.

Ajustements du programme et suite donnée aux activités

82. Après examen des comptes rendus d'activité, des contrats opérationnels d'une durée initiale de deux ou trois ans et des lettres d'entente seront signés par le bureau de pays du PAM et le Ministère de l'agriculture. Sous réserve que dans les rapports standards internes et les rapports d'évaluation à mi-parcours, il soit indiqué que les cibles prévues en matière de produits et d'effets ont été atteintes, le bureau de pays, le Ministère de l'agriculture et le FIDA décideront conjointement s'il faut poursuivre l'activité ou réaffecter ses ressources à d'autres activités ou composantes d'activités.



PRINCIPAUX PROBLEMES, HYPOTHESES ET RISQUES

83. Le succès des activités proposées pour assurer la sécurité alimentaire de nombreuses familles rurales pauvres dépendra du soutien du Ministère de l'agriculture dans les efforts déployés pour faire passer ces familles d'une culture céréalière intensive ne produisant que de faibles revenus et nécessitant beaucoup d'eau à une production céréalière et animale intensive et diversifiée.
84. On ne sait pas encore très bien quels seront les effets, sur les exploitations agricoles de petite taille, de l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Selon les prévisions à court terme, il faut s'attendre à une tendance à la baisse des prix des céréales en Chine, qui s'aligneront sur les prix du marché mondial. Cette baisse permettrait certes d'améliorer l'accès des familles pauvres aux céréales, mais les exploitants agricoles risqueraient d'enregistrer une diminution du revenu de leur production céréalière. Le PAM s'engage à suivre de près le prix des céréales dans les zones d'intervention.
85. La réussite des activités du programme de pays exigera une étroite collaboration entre le Ministère de l'agriculture, le Ministère de l'éducation, le Ministère de la santé et l'Office pour l'atténuation de la pauvreté, qui dépend du Conseil d'Etat, aussi bien à l'échelon central qu'à celui des provinces.
86. L'exécution d'activités supplémentaires aura lieu sous réserve de la disponibilité d'un financement bilatéral ou d'un financement multilatéral supplémentaire à emploi spécifique. Toutes les ressources du PAM dépendent des contributions volontaires des donateurs.

RECOMMANDATION

87. Le Directeur exécutif recommande l'approbation par le Conseil d'administration du programme de pays proposé pour la Chine pour la période 2001–2005.



ANNEXE I

PROGRAMME DE PAYS 2001–2005: RÉCAPITULATIF CONSOLIDÉ DES APPORTS ALIMENTAIRES PRÉVUS ET DE LEUR AFFECTATION PROVISOIRE
--

	Lieux ciblés	Volume de vivres (tonnes)
Activité DRI fondamentale	Guizhou 5181	15 927
	Sichuan/Chonqing 5652	11 225
	Qinghai 5717	18 000
	Anhui 5796	6 000
	Hunan 6023	8 360
	Shaanxi/Hubei 6146	56 000
	Guanxi 9997	80 000
	Shanxi/Ningxia	56 000
	Xinjiang	19 500
	Gansu	75 500
Total partiel DRI		346 512
Activité supplémentaire (alimentation scolaire)	Tibet, Xinjiang, Qinghai, Guizhou, Gansu	200 000
Total		546 512

Total par catégorie	Volume de vivres (tonnes)
PAM—activité DRI fondamentale	346 512
Gouvernement*	510 575
PAM—activité supplémentaire (alimentation scolaire)	200 000
Total	1 057 087

* L'intervention du gouvernement portera sur la période 2001–2007.



ANNEXE II

BUDGET DES COÛTS DIRECTS DU PROGRAMME DE PAYS (2001–2005)

Total par catégorie	Bénéficiaires de l'aide alimentaire	Volume de vivres (tonnes)	Coûts opérationnels directs			Coûts d'appui directs	
			Coût des vivres	Transport, TTEM	Autres coûts opérationnels directs	Total coûts opérationnels directs	Total coûts d'appui directs
(dollars)							
Activité fondamentale	4 724	346 512	44 351	13 860	1 314	59 525	3 805 75
Activité supplémentaire	500 000	200 000	25 600	8 000	702 500	34 300	1 545 10
Total	5 224	546 512	69 951	21 860	2 014	93 825	5 350 85

¹ Ressources en personnel, articles non alimentaires et services destinés à l'usage exclusif des bénéficiaires, du gouvernement ou des partenaires d'exécution.

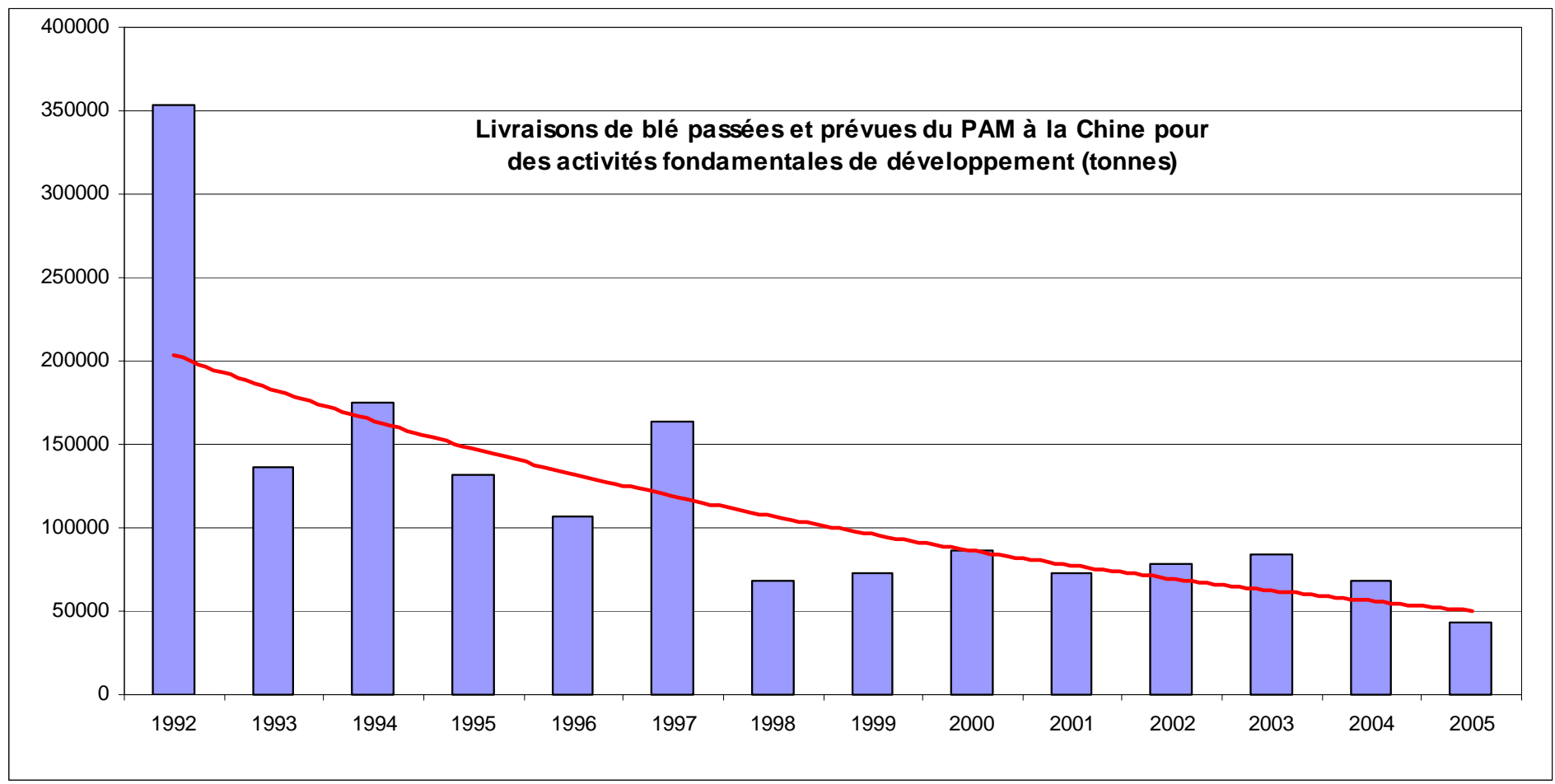
² Transport extérieur de 59 512 tonnes en provenance de précédents projets pour lesquels le gouvernement ne prend pas à sa charge le fret maritime, plus transport extérieur des nouveaux engagements depuis février 2000 qui sera remboursé au PAM par le gouvernement sous la forme d'une contribution multilatérale directe aux coûts du fret maritime du programme de pays. Tous les coûts TTEM sont à la charge du gouvernement.

³ Le transport extérieur sera couvert par le gouvernement au moyen d'une contribution au programme de pays multilatérale à emploi spécifique.



ANNEXE III

LIVRAISONS DE BLÉ DU PAM À LA CHINE



ANNEXE V

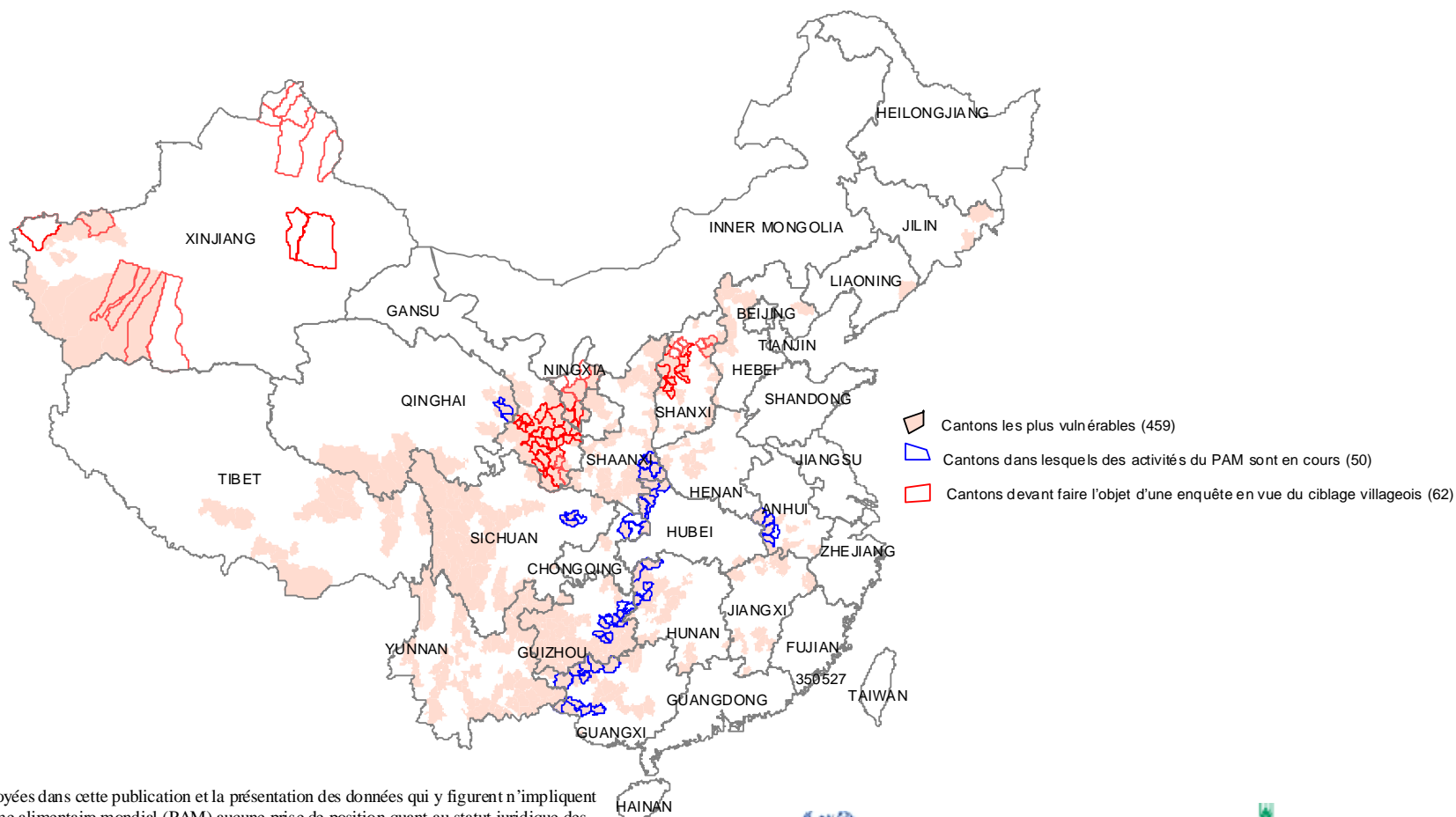
AFFECTATION DE L'AIDE ALIMENTAIRE PAM/GOUVERNEMENT, PAR COMPOSANTE, POUR LE PROGRAMME DE PAYS POUR LA CHINE 2001–2005
--

Composante de l'activité fondamentale du programme de pays	Aide alimentaire affectée par le PAM (%)	Aide alimentaire affectée par le gouvernement (%)	Aide alimentaire affectée par le PAM et le gouvernement (%)
Investissement dans le capital humain	24,3	24,8	24,4
Mise en valeur des terres et irrigation	41,7	33,3	39,7
Infrastructures sociales	18,7	25,3	20,3
Conservation des eaux et des sols	15,3	16,6	15,6
Total	100,0	100,0	100,0



ANNEXE VI

Situation géographique des cantons les plus vulnérables, cantons dans lesquels des activités du PAM sont en cours et cantons devant faire l'objet d'une enquête en vue de la préparation d'une nouvelle activité



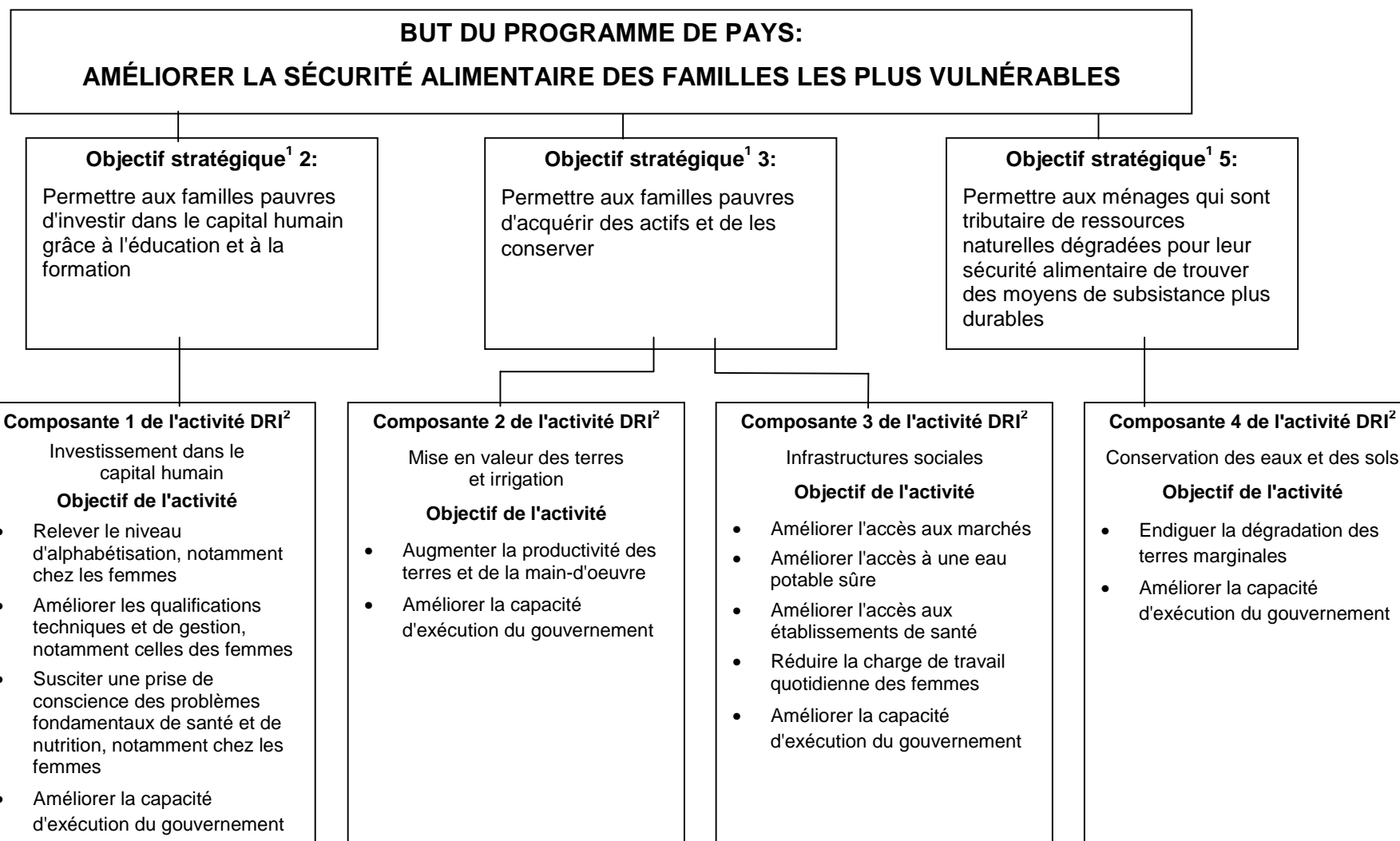
Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



PAM/FIDA Chine - Unité ACV, Octobre 2000



CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME DE PAYS POUR LA CHINE




¹ Les priorités 2, 3 et 5 de la politique du PAM visant à favoriser le développement sont adoptées comme objectifs stratégiques du programme de pays.

² Développement rural intégré.



INDICATEURS DE PERFORMANCE ET D'EFFETS

Objectifs stratégiques du programme de pays		Activités de développement rural intégré		
Objectif	Indicateur de performance et d'effets	Composante de l'activité DRI	Indicateurs d'effets de la composante DRI	Indicateurs de produits de la composante DRI
Objectif stratégique 2	Augmentation du pourcentage des élèves accédant à l'enseignement supérieur; augmentation du pourcentage des femmes dirigeant une organisation ou une micro-entreprise; amélioration de l'issue des grossesses; réduction des taux de retard de croissance.	Investissement dans le capital humain	Amélioration des taux d'alphabétisation des adultes, et plus particulièrement des femmes.	Nombre de participants, par sexe, aux séances d'alphabétisation; nombre de cours d'alphabétisation organisés; nombre de documents de formation élaborés/adaptés.
			<p>Nombre d'hommes/de femmes qui se sont lancé(e)s dans une activité génératrice de revenus; augmentation des revenus que les familles tirent d'une nouvelle activité.</p> <p>Diminution de la fréquence des infections de l'appareil génital féminin; augmentation du nombre des cas de mauvaise santé diagnostiqués et traités; augmentation du nombre des naissances ayant lieu dans des établissements médicaux; Réduction de la prévalence des troubles dus à la carence en iode.</p>	<p>Nombre de participants, par sexe, aux séances de formation technique et de gestion; nombre de séances de formation technique et de gestion organisées; nombre de documents de formation élaborés/adaptés.</p> <p>Nombre de participants, par sexe, formés dans le cadre de cours sur la santé et la nutrition; effectifs médicaux formés (par sexe); nombre de familles ayant reçu du sel iodé;</p>
 Objectif stratégique 3	Nombre et pourcentage d'hommes et de femmes ayant acquis des actifs après avoir reçu l'aide du PAM; augmentation des dépenses d'investissement des familles; augmentation des dépenses d'éducation et de santé des familles; réduction des taux de retard de croissance.	Mise en valeur des terres et irrigation	Augmentation des rendements; augmentation de la production animale; augmentation du revenu agricole; augmentation de l'indice d'intensité des cultures multiples.	Superficie de terres rendues arables, par exemple terres irriguées, amélioration du drainage, réduction des infiltrations, construction de terrasses, etc.; kilomètres de canaux d'irrigation améliorés/construits;
		Infrastructures sociales	Augmentation du volume de produits agricoles commercialisés; augmentation de la fréquence des consultations de santé; réduction de la fréquence des maladies véhiculées par l'eau; temps libéré pour les femmes;	Kilomètres de voies rurales construites/reconstruites; nombre de puits, citernes, dispensaires ruraux, latrines construits/reconstruits; nombre de familles disposant d'un système d'alimentation en eau; nombre de familles ayant un fourneau économe en combustible; nombre de familles ayant accès à une eau potable sûre.
Objectif stratégique 5	Augmentation des revenus de l'arboriculture, de la cueillette de plantes médicinales et de la production animale (pâturages); disponibilité accrue de l'eau d'irrigation; réduction des taux de retard de croissance.	Conservation des eaux et des sols	Production forestière et animale obtenue et commercialisée; Taux de survie des semences au niveau des semis et de la plantation; Réduction de l'envasement des citernes et canaux d'irrigation; Diminution de la fréquence des inondations dans les zones exposées à ce risque.	Superficie des terres rendues à la foresterie ou aux pâturages; Nombre de barrages de rétention construits; Nombres d'unités de biogaz créées; Nombre d'hommes/de femmes impliqués(e)s dans des activités de mise en valeur de terres marginales et temps qu'ils (hommes/femmes) consacrent à ces activités.

ANNEXE IX

SCHÉMA DE STRATÉGIE DE PAYS—CHINE

RÉSUMÉ

Au cours des deux décennies passées, la Chine a réalisé des progrès économiques remarquables. La croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) est passée de 5,5 à 12,8 pour cent dans la première moitié des années 90. En 1998, le PIB annuel par habitant était 720 dollars et l'indice du développement humain (IDH) se situait à 0,7, plaçant la Chine aux 120^{ème} et au 98^{ème} rangs, respectivement, sur 174 pays. Au milieu des années 90, la Chine avait réalisé son principal objectif, à savoir assurer une production alimentaire quasi suffisante (satisfaisant 95 pour cent des besoins) au niveau national. Au cours de consultations sur l'aide future du PAM, tenues entre le gouvernement et le PAM en 1999, le gouvernement a demandé que l'aide du PAM soit reconduite dans le cadre d'un programme de pays de cinq ans. Deux grands principes ont été convenus pour l'aide du PAM au cours de la période 2001-2005:

- une réduction progressive des ressources apportées par le PAM, conduisant au retrait de l'aide du PAM d'ici à 2005;
- un partage des coûts par le gouvernement dans une proportion passant du 1,5/1 actuel à 2/1.

Bien que la Chine ait accompli des progrès économiques impressionnants et approche de l'autosuffisance alimentaire, en 1999 plus de 34 millions de ruraux vivaient au dessous du seuil de pauvreté situé par le gouvernement à 635 yuans⁹ par an. Les femmes et les enfants vivant en zone rurale sont les plus vulnérables et les plus défavorisés pour ce qui est de l'accès aux ressources. Les disparités régionales qui se creusent exposent les groupes défavorisés à des risques accrus dans un contexte d'avancées économiques et d'ouverture au marché. Des investissements considérables dans le renforcement des compétences et dans le développement de la production végétale autre que de subsistance sont nécessaires pour aider ces personnes à échapper à la pauvreté.

Depuis 1996, le partenariat fructueux du PAM avec le Gouvernement chinois s'est élargi au FIDA. Conformément au Plan gouvernemental d'atténuation de la pauvreté, ainsi qu'à la politique du PAM visant à favoriser le développement (décision 1999/EB.A/2), les ressources du PAM seront utilisées de manière complémentaire à celles du gouvernement et du FIDA, afin de poursuivre les objectifs stratégiques de la politique visant à favoriser le développement, comme suit:

- permettre aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation;
- permettre aux familles pauvres d'acquérir des actifs et de les conserver; et
- permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables.

⁹ Taux de change: 1 dollar E.-U. = 8,3 yuans.



Le futur programme sera plus étroitement ciblé sur les ménages pauvres des villages les plus vulnérables situés dans les régions montagneuses reculées des régions occidentales de la Chine, grâce à une activité renforcée d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV). Simultanément, le transfert de la capacité d'ACV au gouvernement constituera une activité importante au cours de la période de cinq ans à venir.

L'appui apporté par le PAM et le FIDA au gouvernement sera la pierre angulaire d'un modèle de développement rural intégré (DRI). Ce modèle sera encore affiné, et mettra davantage encore l'accent sur l'investissement dans les capacités humaines et les infrastructures sociales. On cherchera tout particulièrement à ouvrir aux femmes des perspectives d'acquérir de nouvelles compétences et d'accéder à des prêts de microfinancement, et ainsi qu'aux actifs qui réduiront leur charge de travail et leur donneront le temps de prendre part à d'autres activités de développement.

Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement se rapportant à la Chine est actuellement en cours de réalisation. L'équipe de pays des Nations Unies pour la Chine a examiné le schéma de stratégie de pays (SSP), et a noté qu'il était conforme aux objectifs fixés pour l'aide future du système des Nations Unies en Chine.

Le principal enjeu pour le gouvernement et PAM sera de mettre en œuvre et de suivre les modalités et le déroulement de la stratégie de désengagement progressif sur cinq ans. Les enseignements perçus, ainsi que les forces et les contraintes constatées seront dûment enregistrés pour qu'il en soit tenu compte dans les stratégies futures de retrait qui seront mises en œuvre dans les autres pays bénéficiaires du PAM.



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
ACWF	Fédération pan-chinoise des femmes
DRI	Développement rural intégré
FIDA	Fonds international de développement agricole
GTZ	Office allemand de la coopération technique
OMC	Organisation mondiale du commerce
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SSP	Schéma de stratégie de pays
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNDG	Groupe des Nations Unies pour le développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

